Niveau(x) d'enseignement: 9 Numéro EDUQ : 8570648
Centre d'intérêt: 914

Dion, Suzanne.

L'éducation internationale au Québec, une éducation de solidarité / [réd., Suzanne Dion, Monique Ouellette ; pour l'Institut canadien d'éducation des adultes. -- Montréal : ICEA, 1980.
16 p. : ill. ; 28 cm. -- (Notes / Institut canadien d'éducation des adultes ; 10)

Titre de la couv. Bibliogr.: p. 16.

Descripteur(s): *Education internationale *Pays en développement *Diffusion de l'information *Mass média *Conditions de travail *Aide à l'étranger *Coopération internationale *Education des adultes

Le texte a été élaboré par un groupe d'éducateurs en solidarité internationale. Il vise non à présenter la fine pointe de la réflexion en matière d'éducation internationale, mais à suggérer des pistes à ceux qui s'intéressent à l'éducation des adultes, pistes s'inspirant de leur expérience personnelle et collective. En ce sens, le texte doit être considéré comme un document de travail à approfondir plutôt que comme une prise de position définitive de la part des membres du comité ou des rédactrices.

Le texte est divisé en quatre parties. La première, intitulée "Où en sommes-nous?", traite de l'information tronquée transmise par les médias, de l'ethnocentrisme, de la division internationale du travail et du désir de comprendre. La deuxième partie, intitulée "Une éducation à la solidarité internationale: à faire", traite des diverses approches de la réalité internationale, de la nécessité de partir des faits, d'aller aux causes globales et d'insérer l'éducation à la solidarité internationale dans le processus éducatif. La troisième partie traite des ressources humaines, matérielles et financières nécessaires à l'éducation à la solidarité internationale. La dernière partie indique comment l'éducation à la solidarité internationale remet en question l'ensemble de l'éducation.

L'éducation à la solidarité internationale vise à faire comprendre aux gens leur réalité en l'élargissant à sa dimension internationale. Elle part de leurs problèmes, cherche à en saisir les causes profondes et à les situer dans une perspective globale. Elle veut rendre la population critique et capable de porter ses propres jugements, plutôt que de subir passivement ceux des médias, lesquels servent des intérêts autres que les leurs.

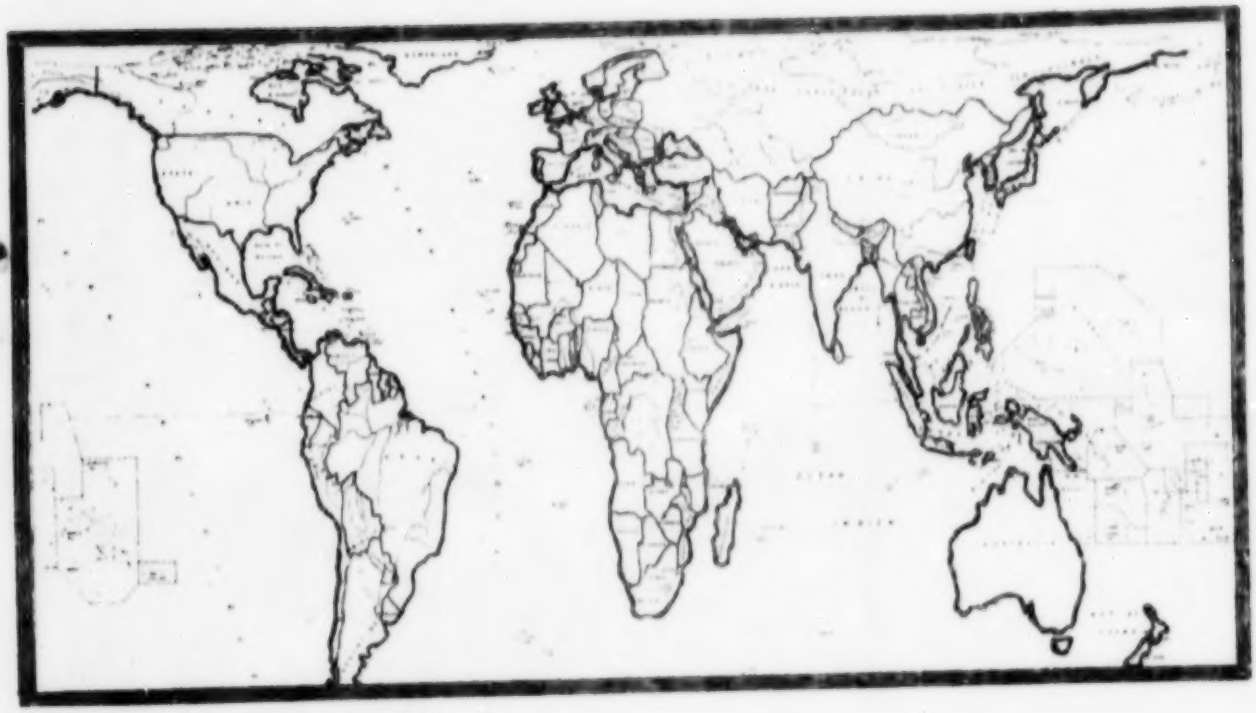
Type de document: r

EDUQ 8570648

10

L'éducation internationale au Québec

Une éducation de solidarité



Cette carte du monde, dessinée par le géographe allemand Arno Peters en 1974, est beaucoup plus conforme à la réalité que celle à laquelle nous sommes habitué-e-s. Peters a consenti à une certaine déformation des contours POUR DONNER UNE REPRESENTATION EXACTE DES SURFACES ET RESPECTER LES PROPORTIONS REELLES DES CONTINENTS.

OCTOBRE 1980

INSTITUT CANADIEN
D'EDUCATION DES ADULTES
506 est, Ste-Catherine, suite 800
Montreal, Quebec H2L 2C7

NOTES

Il se fait au Québec du travail d'éducation à la solidarité internationale. Les expériences sont toutefois éparses, les ressources plus que limitées et les occasions de systématiser ces expériences à peu près inexistantes. Par conséquent, malgré son importance, les écrits sur le sujet sont rares.

Le texte qui suit a été élaboré par un groupe d'éducateurs dans ce domaine. Il vise non à présenter la fine pointe de la réflexion en matière d'éducation internationale mais bien à lancer des pistes pour ceux qui s'intéressent à la question de l'éducation des adultes et ce, à partir de leur expérience personnelle et collective.

En ce sens, il doit être considéré comme un document de travail à approfondir plutôt qu'une prise de position définitive de la part des membres du comité ou des rédactrices.

NOTES

"Personne ne libère autrui, personne ne se libère seul, les hommes se libèrent ensemble".
(Paulo Freire)

Que nous en ayons conscience ou non, notre réalité a une dimension internationale et plusieurs éléments nous la rendent de plus en plus immédiate, de moins en moins lointaine: les médias transmettent quotidiennement de l'information sur des pays et des événements de tous les coins du globe; l'immigration nous amène à côtoyer dans notre entourage des gens venus de différents pays. L'économie québécoise fait partie d'un réseau complexe d'économies nationales et internationales, - d'un réseau international de rapports de production qui nous affecte de façon vitale.

Paradoxalement, l'éducation qui se fait présentement à cette réalité internationale ne nous la rend pas plus accessible, plus compréhensible. Au contraire, les médias nous la rendent confuse et l'école l'ignore à toutes fins pratiques. Nous n'apprenons pas à voir de façon objective les autres pays et les autres peuples et nous ne parvenons pas à nous situer dans la division internationale du travail qui détermine, en fin de compte, nos conditions de vie et de travail.

Une véritable éducation à la solidarité internationale vise à faire comprendre la réalité internationale en partant des réalités pour aller aux causes globales. C'est là un processus éducatif véritable mais peu reconnu et qui, par conséquent, reçoit les ressources beaucoup trop limitées. Ce sont d'autres formes d'éducation axées davantage sur des aspects superficiels qui reçoivent la grosse part du gâteau dans ce domaine.

Le titre de cette monographie indique clairement notre choix: pour nous, l'éducation à la réalité internationale ne peut être qu'une éducation à la solidarité internationale. Elle doit viser à développer le sens d'une lutte commune des peuples d'ici et d'ailleurs pour une société véritablement démocratique, c'est-à-dire une société libre de toute forme d'exploitation et d'oppression. Une telle éducation remet en cause l'éducation formelle trop axée sur des contenus à transmettre. Elle vise une compréhension de la réalité dans toutes ses dimensions de façon à ce que les hommes et les femmes soient en mesure de s'organiser pour la transformer et apporter leur contribution à l'édification d'une société véritablement démocratique.

OU EN SOMMES-NOUS?

1. L'ILLUSION DE L'INFORMATION - UNE INFORMATION TRONQUEE

Dans la réalité, ce choix n'est pas généralisé et ceux qui contrôlent tant l'information que le pouvoir économique et politique créent une illusion d'information, morcellent la réalité de façon à diviser les pays et les gens.

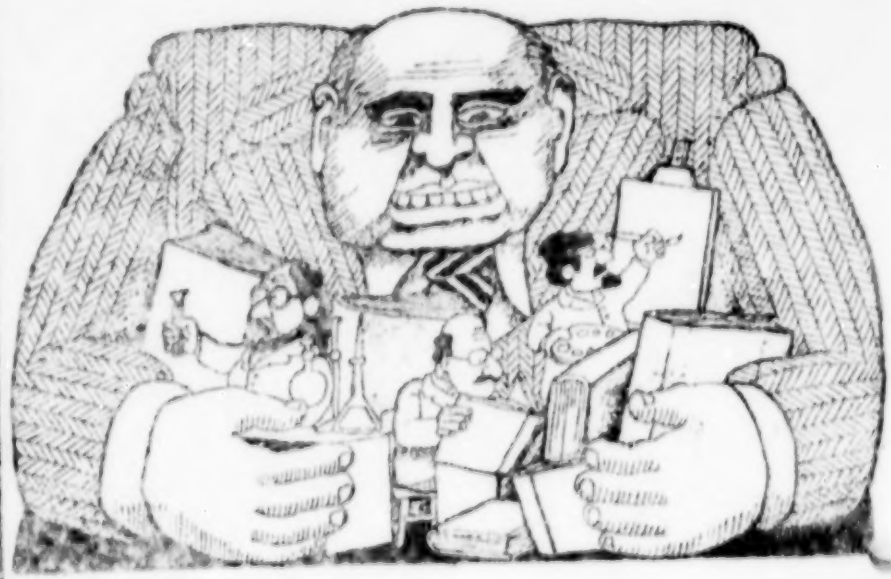
NOTES

Notre connaissance de la réalité internationale est étroitement liée à l'information qui nous est transmise tout particulièrement par les médias: radio, télévision, journaux. Cette masse d'information est considérable et nous donne l'impression d'être bien informés sur ce qui se passe dans le monde. Quand on y regarde de près, l'accumulation de faits choisis - guerres, coups d'Etat, catastrophes naturelles, potins sur des gens célèbres, etc. - ne représente qu'une information partielle. Ces différentes situations sont plus souvent qu'autrement liées de façon tout à fait superficielle, dans une logique qui tient compte d'intérêts spécifiques autres que ceux de l'ensemble de la population.

"Coup d'Etat en Turquie", "Désignation de Mario Soarès comme leader du parti socialiste portugais"; "Deuxième coup d'Etat cette année en Bolivie"; "Assassinats d'enfants en Centrafrique"... les manchettes et les nouvelles elles-mêmes s'arrachent à l'aspect sensationnel mais passent sous silence les processus qui ont conduit à ces événements spectaculaires.

Prenons un exemple. Par delà le folklore des coups d'Etat boliviens, peu de médias ont expliqué comment le processus laborieux de démocratisation qui aboutissait enfin à une élection libre a été brutalement interrompu dans un bain de sang, par des intérêts criminels liés au trafic de la drogue et par ceux du régime militaire argentin qui refuse de laisser s'instaurer à ses frontières une démocratie qui risquerait de se propager en Argentine et même dans le reste de l'Amérique latine. On passe sous silence la menace que représente une telle démocratisation pour les intérêts économiques des monopoles qui contrôlent ces pays. On se tait sur sa signification pour les peuples latino-américains. Les enjeux véritables sont escamotés.

Les médias transmettent des informations: ils font des liens entre les faits qu'ils rapportent, mais le silence qu'ils entretiennent sur des dimensions fondamentales d'une réalité globale fait en sorte que l'auditeur ou le lecteur peut difficilement s'y retrouver et comprendre les situations qu'on lui présente. Celui-ci est traité par les médias comme un consommateur d'information et l'information devient une marchandise comme une autre pour les propriétaires des médias dont l'intérêt premier est le profit.



2. LA NORME, C'EST NOUS

Une telle information désincarnée et cernelée est incompréhensible pour un public dont les médias sont la seule source. Elle contribue à renforcer l'ethnocentrisme.

Ainsi, les autres pays, les autres peuples semblent incompréhensibles et illogiques alors que nous, comme peuple, nous considérons rationnels, sensés. Nous sommes la norme, la mesure des jugements portés sur les évènements étrangers et internationaux.

Une analyse de manuels scolaires, effectuée en Allemagne de l'Ouest, a démontré qu'ils transmettaient aux enfants de l'élémentaire et du secondaire une vision extrêmement déformée de la réalité internationale. On a constaté que les autres cultures y étaient représentées de façon blaisée, comme étant un peu étranges; les enfants ne pouvaient, à partir de ce manuels, en venir à imaginer une forme d'organisation sociale différente de celle dans laquelle ils vivaient. Il serait intéressant de voir les conclusions d'une étude semblable portant cette fois sur des manuels utilisés dans les écoles du Québec.

L'école enseigne la géographie. Mais une fois l'année terminée, ce que retiennent les enfants de la géographie internationale est fort mince et leur offre peu d'outils pour comprendre cette réalité. La géographie humaine de l'entourage des enfants est elle-même peu expliquée. L'immigration est une donnée de la réalité québécoise, mais l'explication des causes de l'immigration est rarement touchée. Ainsi, les causes différentes qui amènent au Québec des Haïtien-ne-s, d'une part, et des Vietnamien-ne-s d'autre part, ne sont expliquées ni aux enfants ni aux adultes. Pas plus d'ailleurs que le rôle du Canada dans les pays d'origine de ces immigrant-e-s.

Les institutions d'enseignement ou les corps publics sont peu sensibles aux difficultés que peuvent avoir les immigrant-e-s pour comprendre leur pays d'accueil. Les organismes d'immigrant-e-s sont les lieux placés pour expliquer à leur groupe les mécanismes sociaux québécois; mais ils sont souvent mal reçus par les corps publics qui ont tendance à monopoliser les relations avec les individus et les groupes et à voir la collaboration de ces organismes comme une ingérence dans leur travail.

Par ailleurs, l'attitude "je-m'en-foutiste" d'un grand nombre de gens par rapport à la situation économique dans les pays du Tiers-monde est symptômatique de la méconnaissance de la réalité économique internationale. Les préjugés sont nombreux: "Il y a des gens qui aiment ça être pauvres", "S'ils sont dans cette situation, c'est leur faute, ils ne sont pas assez intelligents pour s'en sortir", "Moi, j'ai travaillé pour m'en sortir, qu'ils fassent de même", etc... A regarder ceux qui sont plus mal en point que soi, on finit pas être satisfait de son sort. Par contre, quand des travailleurs d'une multinationale qui a des succursales ici et dans d'autres pays discutent ensemble de leur conditions de travail, ils se rendent compte du jeu de division que font ces multinationales; par exemple, les travailleurs de l'Alcan au Lac St-Jean étaient en grève pendant qu'une usine de l'Alcan en Afrique du Sud était en pleine surproduction. Mais ce type d'information est difficile à obtenir et les syndicats et groupes de solidarité internationale ont peu de moyens à leur disposition pour la faire circuler.

3. LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL... DIVISE

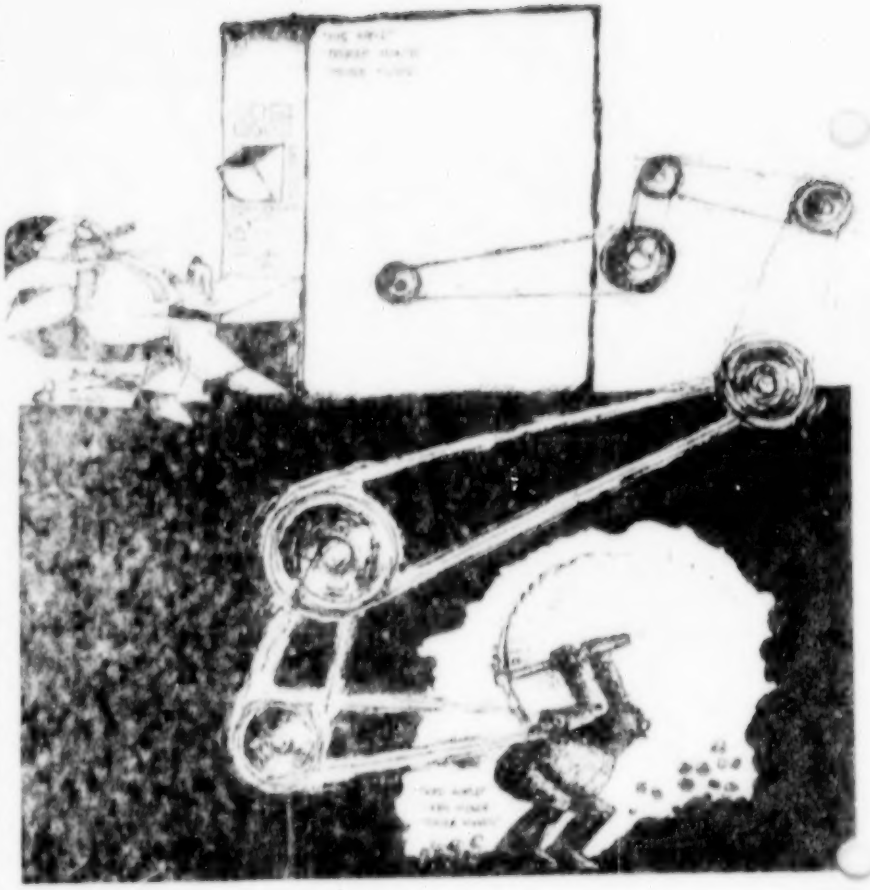
Les attitudes ne se sont pas développées par hasard, comme ce n'est pas le hasard si l'information offre une vision tronquée de la réalité internationale. Les monopoles qui contrôlent les médias ont plus intérêt à accentuer les éléments de division qu'à chercher à faire comprendre des situations dont la similitude d'un pays à l'autre risquerait d'amener les gens à se reconnaître et à se solidariser dans des luttes communes.

NOTES

NOTES

Ce que l'information cherche, c'est que la réalité de l'exploitation locale s'insère dans une perspective d'ensemble d'une division internationale du travail destinée à maximiser les profits des investisseurs et à consolider leur pouvoir. Ce qu'elle ne montre pas, c'est la place qu'occupe le Québec, le rôle qui lui est assigné dans cet ensemble comme ser

La forme spécifique de notre exploitation se situe dans cette réalité globale et y trouve son sens. La régionalisation des investissements internationaux fait en sorte de spécialiser différents pays dans des productions plus rentables. Cela entraîne des fermetures d'usines, de mines, d'exploitations forestières au Québec par des multinationales qui en ouvrent d'autres ailleurs et y exploitent d'autres travailleurs. Cela entraîne également une diversification permettant de fabriquer dans un autre pays ce que des travailleurs d'ici refusent de produire en temps de grève, et vice-versa.



La division internationale du travail est une cause fondamentale des problèmes de dépendance économique et politique, des migrations, des guerres. Elle est aussi, par le fait même, une raison fondamentale de la nécessité de la solidarité internationale: c'est en se solidarisant que les populations des différents pays pourront éviter d'être utilisées les unes contre les autres. C'est en menant des luttes concertées qu'elles pourront résister à la concertation des intérêts qui les exploitent. La solidarité internationale n'est pas simple question de moralité: elle est d'abord et avant tout un intérêt concret qu'ont les exploité-e-s et les opprimé-e-s à se sortir de la situation de domination économique et idéologique dans laquelle ils sont consciemment maintenus pour servir des intérêts qui leur sont étrangers.

NOTES

4. UN DESIR DE COMPRENDRE

Les syndicats et les groupes de solidarité internationale ont constaté la différence d'attitude des travailleurs et des travailleuses qui ont eu des contacts avec des travailleurs et des travailleuses d'autres pays. Ils et elles sont plus à même de constater les liens entre leur situation ici et celles d'autres travailleurs et travailleuses ailleurs. Ces contacts les amènent à poser des questions, à vouloir en savoir davantage, à chercher à connaître les causes profondes des faits qui leur sont présentés. L'étranger n'est plus un adversaire. Ils veulent comprendre les liens entre les différentes situations d'exploitation, comprendre les luttes qui se mènent ailleurs, connaître les solutions que d'autres apportent à des problèmes qu'ils vivent eux-mêmes.

UNE EDUCATION A LA SOLIDARITE INTERNATIONALE: A FAIRE

1. DES APPROCHES DIVERSES

L'approche anti-éducative des médias ne répond pas à ce besoin de comprendre. Au contraire, elle est faite de silences, de slogans et d'information partielle et partiale, favorable à ceux qui ont des intérêts communs avec les propriétaires de ces médias. D'autres groupes, organismes, individus travaillent à démystifier la réalité internationale et à la rendre compréhensible au plus grand nombre. Dans leurs approches, on peut distinguer trois grands courants qui se recoupent souvent au sein de leurs activités.

L'approche humanitaire est celle que nous connaissons depuis la petite écule et les 25¢ de la Sainte-Enfance. Elle repose sur la charité envers plus misireux que soi, et développe une culpabilité dont on se débarrasse en donnant quelques dollars lors d'une campagne de financement pour une activité dans le Tiers-monde.

L'approche "Tiers-mondiste" est davantage axée sur l'aide aux peuples qui se libèrent. Elle fait appel au sentiment de justice et vise à mettre fin aux inégalités entre les peuples. Les luttes du Tiers-monde sont vues comme des efforts des pays pauvres pour atteindre un développement économique semblable au nôtre, des efforts des défavorisés pour se développer. Il faut leur donner un coup de main dans cette tâche.

Par opposition à ces visions moralistes et paternalistes, l'approche de solidarité reconnaît une lutte commune des peuples pour la libération

NOTES

de l'exploitation et de l'oppression. Il ne s'agit plus seulement ni d'aider d'abord les autres, mais bien de comprendre les mécanismes d'exploitation et d'oppression et de lutter ensemble, chacun chez-soi mais en lien les uns avec les autres, pour éliminer les inégalités et bâtir une société nouvelle où le pouvoir et les richesses seront partagés plutôt que monopolisés par un petit groupe.

2. PARTIR DES RÉALITÉS

L'approche de solidarité remplace le discours moraliste en faisant plutôt ressortir les intérêts communs des gens d'ici avec ceux d'autres pays. Elle ne pêche pas la solidarité mais cherche à faire comprendre la relation entre des problèmes plus immédiats et ces mêmes problèmes dans d'autres pays et dans l'ensemble de la réalité internationale. Il s'agit d'essayer de démonter le mécanisme qui permet de telles situations et de développer des liens pour les surmonter. Ainsi, après avoir discuté avec un mineur d'Afrique du Sud de ses conditions de travail, des mineurs d'Abitibi ont pu comprendre comment leurs propres conditions de travail faisaient partie d'une réalité plus globale d'exploitation de la main-d'oeuvre, réalité qui repose sur l'apartheid en Afrique du Sud, sur la division de la production de façon à ce que l'effet des grèves dans un pays soit compensé par la surproduction dans un autre, etc.

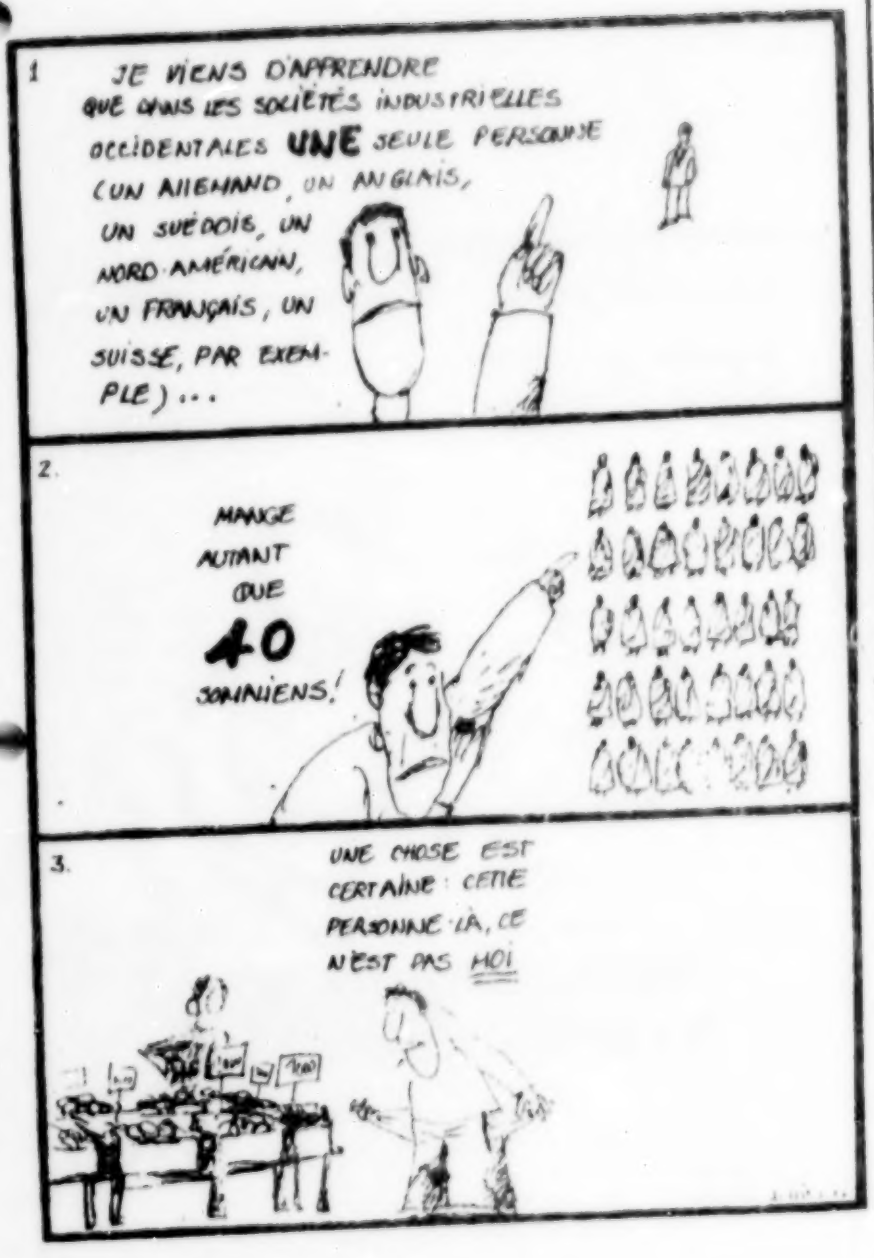
L'éducation à la réalité internationale devient véritablement facteur de solidarité quand on voit concrètement, par delà l'information bidon qui vise justement à les occulter, les liens entre les situations d'exploitation et d'oppression, et les liens aussi entre les luttes des gens pour les surmonter. Les gens veulent savoir quelles politiques existent ailleurs sur l'agriculture, les investissements, les fermetures d'usines, la situation des femmes. Ils veulent savoir comment, sur la question des garderies, du logement comme sur la question du travail, du chômage... d'autres gens comme eux, ailleurs, réussissent à s'en sortir. Ils veulent connaître les solutions que d'autres ont trouvées à leurs propres problèmes, les victoires qu'ils ont remportées: c'est là un oxygène indispensable pour alimenter leurs luttes.

3. ALLER AUX CAUSES GLOBALES

L'éducation à la solidarité internationale fait justement l'inverse du travail des médias en liant entre eux les événements pour en dégager la signification profonde, les enjeux fondamentaux. Elle fait ressortir les intérêts concrets communs pour susciter le besoin de comprendre et l'alimenter. L'information des médias met un frein à ce désir par le désordre dans lequel elle présente des événements, au lieu d'établir ce lien entre les réalités concrètes, entre les problèmes, entre les solutions.

Les "je-m'en-foutistes" sont préoccupés par la nécessité de régler leurs problèmes: ils en ont assez sans devoir, en plus, s'occuper de ceux des autres. En montrant comment ces problèmes font partie d'un tout global, comment ils sont liés organiquement avec les problèmes vécus dans d'autres pays, l'éducation à la solidarité internationale leur fait prendre conscience que leurs problèmes sont aussi ceux des autres et vice-versa. Par conséquent, la lutte qu'ils mènent pour les résoudre rejoint celle menée dans d'autres pays, et s'inscrit dans une lutte d'ensemble. En les amenant à comprendre leurs intérêts communs avec les exploité-e-s d'autres pays, cette éducation leur fait prendre conscience qu'il n'y aura pas de solution à leurs problèmes tant que tous ces mêmes problèmes, partout, ne sont pas résolus.

NOTES


1
JE VIENS D'APPRENDRE QUE DANS LES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES OCCIDENTALES UNE SEULE PERSONNE (UN ALLEMAND, UN ANGLAIS, UN SUÉDOIS, UN NORD-AMÉRICAIN, UN FRANÇAIS, UN SUISSE, PAR EXEMPLE)...
2.
MANGE AUTANT QUE 40 SOMALIENS!
3.
UNE CHOSE EST CERTAINE: CETTE PERSONNE-LÀ, CE N'EST PAS MOI

4. UNE APPROCHE INTÉGRÉE DANS UN PROCESSUS ÉDUCATIF

Une telle éducation à la solidarité internationale ne s'improvise pas: ce n'est pas une simple activité occasionnelle mais bien une éducation qui se prépare. Elle se fait dans un processus partant de la réalité immédiate et de la réalité nationale pour s'élargir à la réalité internationale, approfondir sa compréhension et engager une action concrète de solidarité. Elle est une préoccupation permanente qui doit traverser l'ensemble du travail d'éducation.

NOTES

Les campagnes de sensibilisation ou les actions de solidarité internationale n'ont de sens que si elles sont un aboutissement du processus d'éducation, un temps fort qui fait mieux comprendre les enjeux. Elles doivent s'insérer dans un processus et être menées en lien avec un ensemble d'activités éducatives qui le fassent mieux comprendre. Le travail récent sur la campagne d'alphabétisation au Nicaragua est un exemple dans ce genre: il n'a pas été un simple événement mais a été préparé, expliqué, discuté avant d'aboutir au geste de solidarité même.

A l'intention de l'enseignant(e)
Semaine de solidarité
avec le Nicaragua
16 au 22 mars 1980
Aidons le peuple du
Nicaragua à apprendre
à lire et à écrire
Un cahier, un crayon, une gomme à effacer
centrale de l'enseignement du québec

NOTES

Les syndicats et les groupes populaires, dont l'éducation est fondamentalement reliée à l'action, font des efforts pour dépasser l'activisme des campagnes ponctuelles et les insérer dans un processus d'éducation plus global. Les contacts qu'ils favorisent sont, autant que possible, axés sur la réalité commune des participants: échanges entre travailleurs et travailleuses d'un même secteur, entre groupes de femmes, entre groupes de paysans... Mais les moyens dont ils disposent sont plus que limités, et leur action à ce niveau s'en trouve sérieusement freinée.

DES RESSOURCES POUR UNE EDUCATION DE SOLIDARITE

Des fonds considérables sont affectés à des voyages internationaux, à des échanges qui développent la curiosité mais ne permettent pas une compréhension en profondeur des réalités économiques, culturelles et politiques d'autres pays, ou des liens qui nous unissent. Généralement, ces activités ne font qu'occuper un espace et donner l'impression de remplir un rôle de formation qu'elles ne jouent pas véritablement parce qu'elles sont trop superficielles.

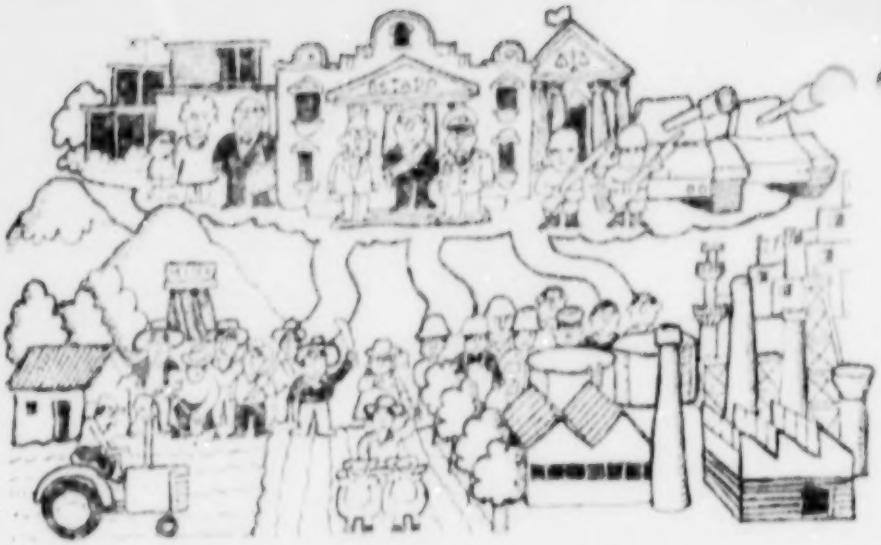
Par contre, les activités d'éducation de solidarité ne reçoivent qu'un financement extrêmement limité et dépendent surtout du bénévolat. C'est là une situation inacceptable: cette éducation est une forme vitale d'éducation des adultes. Elle est basée sur la réalité vécue des adultes et favorise une prise en charge de leurs conditions de vie et de travail dans leur dimension la plus globale. En ce sens, elle s'intègre dans une perspective d'éducation permanente et doit bénéficier de ressources humaines, matérielles et financières qui puissent lui assurer une existence et un développement adéquats.

1. DES RESSOURCES HUMAINES

L'éducation à la solidarité internationale doit prendre une place plus importante dans les programmes de formation des maîtres et de formation de formateurs (éducation populaire autonome) pour que ceux-ci puissent saisir les problématiques internationales et en traiter dans leurs activités éducatives. En ce sens, l'absence au Québec de lieux d'information, de formation, de ressourcement, d'échanges, de confrontations des expériences éducatives se fait d'autant plus durement sentir que les organismes eux-mêmes n'ont pas de ressources pour préparer adéquatement leurs formateurs. La sur-spécialisation à laquelle on réserve certaines bourses d'étude devrait être repensées et des fonds devraient être rendus accessibles aux organismes pour la formation de leurs ressources humaines.

Les contacts sur le terrain sont souvent une forme privilégiée d'éducation à la solidarité internationale. Les expériences d'échanges entre producteurs de pommes de terre d'Acadie et de Bolivie, les rencontres de paysans québécois et chinois, des rencontres entre syndicalistes de plusieurs pays ont été autant d'expériences qui ont accéléré la compréhension de la dimension internationale des problèmes qu'ils partageaient et créé une solidarité entre les participants. Quand elles s'insèrent dans un processus d'éducation pensé, planifié, ce genre d'activité est à encourager tant au point de vue organisationnel que financier.

NOTES



De plus, le travail de recherche et d'analyse de conjonctures fait sérieusement défaut. Les organismes syndicaux et populaires manquent de temps et de ressources pour les effectuer. Si l'on veut que l'éducation de solidarité permette de comprendre la réalité internationale, les inter-relations des pays, des problèmes, un travail sérieux de recherche s'avère essentiel. Il serait important d'offrir la possibilité à des professeurs et à des étudiant-e-s universitaires, dans le cadre de leur charge académique, de mettre leurs compétences à la disposition des groupes qui oeuvrent dans le domaine de l'éducation à la solidarité internationale pour leur fournir les outils dont ils ont besoin à ce niveau. Certains syndicats et groupes populaires ont déjà commencé, dans la mesure de leurs moyens, à travailler en ce sens; l'Etat doit encourager et soutenir financièrement ces initiatives qui sont de bonnes indications de l'importance accordées à la qualité de cette éducation.

2. DES RESSOURCES MATERIELLES ET FINANCIERES

Les outils matériels d'éducation à la solidarité internationale sont peu nombreux et souvent mal adaptés: qu'on songe aux cartes géographiques, aux moyens audio-visuels, aux possibilités d'obtention et de diffusion de l'information, etc. Si les outils sont encore, pour la plupart, à inventer, à créer, à adapter, à traduire... encore faut-il que les éducateurs puissent avoir les fonds nécessaires pour un tel travail, ce qui est loin d'être le cas présentement.

l'Agence canadienne de développement international (ACDI), par son Programme de participation du public, offre des fonds à certains organismes non-gouvernementaux, mais la partie allouée à l'éducation est toujours extrêmement faible. Le secteur volontaire populaire est tout à fait laissé pour compte. De plus, ce programme se situe au mieux dans une perspective tiers-mondiste: la vision de l'ACDI en est une d'aide au développement des pays sous-développés. (Nous pourrions ajouter: un développement rentable pour le Canada, comme l'avait indiqué Flora Macdonald l'été dernier). Il n'y est pas question de rendre les Canadien-ne-s conscient-e-s des liens entre leur pays et ces pays sous-développés.

NOTES

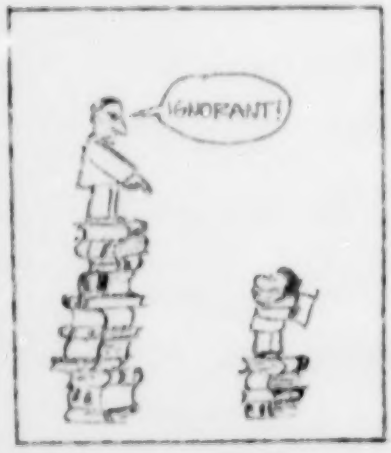
NOTES

"L'ouverture du Québec au monde" ne se traduit pas encore par des budgets suffisants pour l'éducation à la solidarité internationale, ni dans les institutions d'enseignement, ni dans le cadre de l'éducation populaire autonome. Pour sa part, le ministère de l'Éducation se dit favorable à la formation de formateurs ou à l'information dans ce domaine, via le programme d'aide de la Direction générale d'éducation des adultes (DGEA) aux Organismes volontaires d'éducation populaire (OVEP). A toutes fins pratiques, la DGEA est absente du secteur de l'éducation à la solidarité internationale. Sa politique à ce sujet est à revoir sérieusement pour qu'elle assume vraiment ses responsabilités en matière de financement de l'éducation des adultes dont l'éducation à la solidarité internationale est un aspect vital.

UNE REMISE EN QUESTION DE L'ÉDUCATION

L'éducation à la solidarité internationale vise à faire comprendre aux gens leur réalité en l'élargissant à sa dimension internationale. Elle part de leurs problèmes, et cherche, avec eux, à en saisir les causes profondes, à les situer dans une perspective globale. Elle veut les rendre critiques et capables de porter leurs propres jugements plutôt que d'intégrer passivement ceux qui sont faits pour eux par les médias et qui servent des intérêts autres que les leurs.

En ce sens, c'est l'ensemble de l'éducation qu'elle se trouve à remettre en cause: ni l'éducation des jeunes, ni l'éducation des adultes n'est axée sur la compréhension de la réalité des participant-e-s ou sur une action pour la transformer; elle cherche plutôt à transmettre des connaissances et des jugements tout faits ou encore à "faire passer des messages". L'élimination par l'Université de Montréal du groupe La maîtresse d'école et du courant de Pédagogie progressiste en dit long sur la résistance à l'utilisation de la réalité comme base de l'éducation; ce n'est malheureusement pas un cas isolé.



Une éducation de solidarité entre en contradiction avec l'individualisme et la compétition qui restent des valeurs fondamentales de notre système d'éducation. L'école et les médias ont pour fonction principale de servir le système économique; ils transmettent l'idéologie dominante et visent à former des travailleurs et travailleuses dociles, des technicien-ne-s efficaces au service de la division internationale du travail. Une éducation qui permette de saisir de façon critique les dimensions globales de la réalité, qui rende accessible aux travailleurs la compréhension de l'ensemble de l'organisation du travail dans laquelle ils sont impliqués entre en contradiction avec ces fonctions du système scolaire: des travailleurs critiques ne sont pas des travailleurs dociles...

C'est cependant une éducation fondamentale dans une société qui se veut démocratique pour que les hommes et les femmes qui la composent puissent porter des jugements éclairés, faire des choix sociaux informés, conscients, autonomes et contribuer à l'édification d'une société axée sur les besoins de la majorité. L'éducation à la solidarité internationale s'insère dans une vision de la société qui fait de l'éducation permanente un outil indispensable de la démocratie.

NOTES

A LIRE

CISO, PLATE-FORME DU CENTRE INTERNATIONAL DE SOLIDARITE OUVRIERE, mai 1979.

Committee on the Churches' Participation in Development, TRENDS IN EDUCATION FOR DEVELOPMENT, World Council of Churches, Geneva, 1973.

Geipl, Ettore, "Analyse prospective des politiques et des activités d'éducation permanente", PQU?, mai-juin 1980, no. 72.

SUCO, ORIENTATION DU SECTEUR EDUCATION AU PUBLIC, octobre 1978.

SUCO, EVALUATION DU TRAVAIL D'EDUCATION POUR LA PERIODE DES ANNEES 1978-1979, septembre 1979.

PERIODIQUES

SOLIDARITE INTERNATIONALE, Secteur éducation de SUCO, 4824 Côte-des-Neiges, Montréal, H3V 1G4.

SOLIDARITES, Développement et Paix, 2111 rue Centre, Montréal, H3K 1J5.

SOLIDARITE, Centre international de solidarité ouvrière, 1601 De Lorimier, Montréal, H2K 4M5.

La maîtresse d'école, "Ce matin, à l'école on parle des mineurs", CAHIER DE PEDAGOGIE PROGRESSIS-..., février 1979, no. 1.

La maîtresse d'école, "Viens-tu jouer au docteur", CAHIER DE PEDAGOGIE PROGRESSISTE, avril 1980, no. 3.

FILMS

LE LIVRE D'HISTOIRE

CONTROLLING INTEREST: L'EMPRISE DES MULTINATIONALES

LE COMPLOT OU COMMENT LES TRANSNATIONALES POSSEDENT LE MONDE

ADMISSION TEMPORAIRE

L'ECHANGE INEGAL

INFORMATION LIMITEE

LE NOUVEL ORDRE

LES DEPOSSEDES

QUI AIDE QUI?

Ces films sont disponibles au Carrefour international, 4258 De Lorimier, Montréal, H2H 2B1.

Texte: Le comité sur l'éducation à la solidarité internationale, composé de: Max Chancy, Suzanne Dion, Willy Dumoucelle, Jean-Paul Faniel, Jean-Guy Lewis, Claude Lortie, Monique Ouellette, Robert Quévillon, Micheline Sicotte.
Rédaction: Suzanne Dion, Monique Ouellette.

Ce document de travail a été réalisé en collaboration avec le Comité de stratégie sur la politique d'éducation des adultes de l'ICEA et avec le soutien financier de Paix et Développement et de SUCO.

Illustrations: Cadier, in POURQUOI?, No. 114, avril 1976: p. 2; C. Tovar, in ANALISIS DE ESTRUCTURA Y COYUNTURA, CELADEC, 1979: pp. 4, 12; Henz, in CFDT AUJOURD'HUI, No. 27, sept.-oct. 1977: p. 5; Claudius, in AIDE AU TIERS-MONDE - LE DEVELOPPEMENT IMPOSSIBLE, IDAC, document 2, 1973: pp. 6, 13; Claudius, in NUEVOS ESTILOS DE VIDA, CELADEC, No. 4, 1978: p. 9; LIGNE DIRECTE, CEQ, 1980: p. 10; Claudius, in GUINEE-BISSAU - REINVENTER L'EDUCATION, IDAC, document 11/12, 1977: pp. 14, 15.

TOUTE REPRODUCTION EST NON SEULEMENT PERMISE MAIS ENCOURAGEE.